



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2016-2017

TO/PR

P.V. ECO 25

Commission de l'Economie

Procès-verbal de la réunion du 19 mai 2017

Ordre du jour :

- 7093 Projet de loi sur l'exportation et l'utilisation des ressources de l'espace
- Rapporteur : Monsieur Franz Fayot

- Examen d'un texte coordonné distribué séance tenante

*

Présents : M. André Bauler, M. Gilles Baum remplaçant Mme Joëlle Elvinger, M. Alex Bodry remplaçant M. Claude Haagen, Mme Tess Burton, M. Félix Eischen, M. Franz Fayot, M. Léon Gloden, M. Gusty Graas remplaçant Mme Simone Beissel, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth remplaçant Mme Diane Adehm

M. Mario Grotz, M. Mathias Link, du Ministère de l'Economie

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Gérard Anzia, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Roy Reding

*

Présidence : M. Franz Fayot, Président de la Commission

*

7093 Projet de loi sur l'exportation et l'utilisation des ressources de l'espace

- Examen d'un texte coordonné distribué séance tenante

Trois documents sont distribués à l'assistance : un projet de texte coordonné, une note au sujet de l'arrêt « Berlioz » ainsi qu'une proposition de texte concernant la redevance à prévoir avec la source d'inspiration de ce libellé.

Monsieur le Président-Rapporteur rappelle que deux questions ouvertes sont à trancher : l'une a trait au recours à prévoir – un groupe parlementaire s'étant référé au récent arrêt « Berlioz » qui serait à respecter et appelle une disposition concernant la ou les voies de recours de ses vœux, l'autre question concerne la formulation d'une disposition conforme aux exigences du Conseil d'Etat et permettant de percevoir une redevance pour l'instruction des dossiers d'agrément.

Redevance

Le libellé proposé s'inspire du paragraphe 29a, points 4 et 5 de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung») et a été adapté comme suit :

~~« (4) Pour chaque demande d'agrément Lorsque la demande de décision anticipée concerne la fiscalité des entreprises, une redevance est fixée par l'Administration des contributions directes les ministres pour couvrir les frais administratifs occasionnés à l'occasion du traitement de la demande. Cette redevance varie entre 3.000 et 10.000 et 500.000 euros suivant la complexité de la demande et le volume du travail.~~

~~(5) Un règlement grand-ducal détermine la procédure applicable aux décisions anticipées ainsi qu'à la perception de la redevance. »~~

Ce libellé a déjà été intégré, provisoirement, dans le projet de texte coordonné à l'endroit de l'ancienne première occurrence de la notion de redevance, à savoir le paragraphe 2 de l'article 12.

Débat :

Les représentants du Ministère remarquent qu'ils préfèrent consacrer un article à part à cette question de redevance et qui serait à ajouter en tant que dernier article (article 18 nouveau) au dispositif.

Des intervenants donnent à considérer que cette redevance concerne l'agrément et serait donc à placer dans ou à la fin de la partie du dispositif consacrée à la procédure d'autorisation.

Par ailleurs, pour des raisons d'ordre rédactionnel, la formulation « (...) frais administratifs occasionnés à l'occasion du traitement (...) » serait à simplifier en remplaçant les mots « à l'occasion du » par les termes « par le ».

Conclusion :

Après une brève discussion, la Commission de l'Economie décide d'insérer ledit libellé en tant que nouvel article 13 dans le dispositif. Une renumérotation des articles subséquents s'ensuit.

Voies de recours

Monsieur le Président-Rapporteur résume la note distribuée à l'assistance : l'arrêt « Berlioz » est sans rapport avec le dispositif projeté qui ne dispose nulle part qu'aucun recours ne peut être introduit contre les décisions prises par l'administration. En l'occurrence, le droit commun est d'application : les décisions prises dans le cadre de la future loi sont sujettes à un recours en annulation.

Les représentants du Ministère rappellent qu'ils considèrent l'inscription d'un recours en réformation dans le présent contexte comme inapproprié, tandis que l'inscription d'une règle de droit commun serait superfétatoire et risquerait, au pire, de provoquer une opposition formelle de la part du Conseil d'Etat et de retarder davantage ce dispositif. Ils recommandent de ne pas amender le

projet de loi à ce sujet.

Débat :

Plusieurs députés remarquent qu'ils ne partagent pas l'appréhension dont font part les représentants du Ministère, vraisemblablement le Conseil d'Etat se limiterait à demander la suppression d'une telle disposition qu'il jugerait superflue.

Suite à une question afférente, les représentants du Ministère confirment qu'une traduction en anglais de ce texte sera réalisée dès son adoption.

Un député estime qu'il serait utile de prévoir un recours en réformation pour la seule décision concernant la hauteur de la redevance exigée. Le tribunal pourrait alors, le cas échéant, fixer un montant qu'il juge approprié en fonction des heures de travail investies.

Le groupe CSV tient à souligner qu'il persiste à juger utile de préciser qu'un recours en annulation contre les décisions prises dans le cadre de cette future loi soit possible.

Par la suite, les intervenants se partagent en trois camps. Les uns plaident pour l'insertion d'une disposition rappelant qu'un recours en annulation contre toutes les décisions prises par l'administration dans l'application de ce dispositif est possible. Ils motivent cette position par le fait que cette loi sera lue par des milieux intéressés dans le monde entier qui ignorent les spécificités du droit administratif luxembourgeois. Ce projet de loi ne s'adresserait donc pas en premier lieu aux administrés luxembourgeois. Afin d'éviter des interrogations non nécessaires, il serait utile de présenter un texte aussi clair et exhaustif que possible et notamment à ce sujet. Il s'agirait d'une situation spécifique.

Les autres mettent en garde devant le fait d'ouvrir la porte à une approche législative « publicitaire » qui, pour une raison de visibilité de certaines mesures ou possibilités, surchargerait les dispositifs par des dispositions superfétatoires car purement explicatives ou déclaratives et donc non normatives. Dans la tradition législative luxembourgeoise, ce genre de dispositions serait à proscrire.

D'autres disent pouvoir s'accommoder avec l'une ou l'autre décision (insertion ou non d'une disposition du droit commun).

Conclusion :

Monsieur le Président-Rapporteur propose de maintenir inchangé le texte en ce qui concerne les voies de recours.

Toilettage de texte

Passant en revue le projet de texte coordonné distribué, la Commission de l'Economie procède aux adaptations suivantes :

- La terminologie (aux articles 7 et 15) « en ce inclus » est simplifiée par le recours au terme « y » (y inclus) ;
- En ce qui concerne leur présentation, les énumérations données par

l'article 8, paragraphe 2 et l'article 12 sont alignées (suppression du terme « et » à l'avant-dernière lettre et ajout d'un point-virgule) ;

- Au premier paragraphe de l'article 11, la virgule entre les termes « agréés » et « qui » est supprimée ;
- Au dernier paragraphe de l'article 17, par souci de cohérence rédactionnelle, la parenthèse donnée avec le montant d'un million d'euros exprimé en chiffres est supprimée et le terme « million » est remplacé par l'indication en chiffres de ce montant maximal de l'astreinte.

Vote

Monsieur le Président-Rapporteur fait procéder au vote sur le dispositif en projet tel qu'amendé. Le texte amendé est approuvé avec six voix et les quatre abstentions du groupe CSV.

Une lettre d'amendement sera adressée pour avis complémentaire au Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 19 mai 2017

Le Secrétaire-administrateur,
Timon Oesch

Le Président de la Commission de l'Economie,
Franz Fayot